



Comisión Nacional del Mercado de Valores
C/Alfonso XII, 18
28014 Madrid

Madrid, 5 julio de 2004

Muy Sres. míos:

A los efectos previstos en el artículo 82 de la Ley 24/1988, de 28 de julio, reguladora del Mercado de Valores, se pone en conocimiento de esa Comisión Nacional del Mercado de Valores el siguiente **HECHO RELEVANTE**:

La Autoridad de los Mercados Financieros francesa ha hecho público el comunicado que se adjunta relativo al pacto de accionistas suscrito entre el Grupo Halley, el Grupo March, y D. Daniel Bernard, en relación con la actuación de los mismos en la compañía CARREFOUR, S.A. (sociedad cotizada en la Bolsa de Valores francesa)

La participación de Corporación Financiera Alba, S.A (Grupo March) en CARREFOUR, S.A. asciende a un 3,3% de su capital social.

Atentamente,

Fdo: José Ramón del Caño Palop
Secretario del Consejo

2 juillet 2004

Publicité des clauses d'une convention entre actionnaires (article L.233-7 du Code de commerce)

CARREFOUR

(Premier marché)

Par lettre en date du 29 juin 2003 reçue le 30 juin, en application des dispositions de l'article L. 233-11 du Code de commerce, l'Autorité des marchés financiers a été destinataire d'un pacte d'actionnaires, constitutif d'une action de concert, conclu entre les groupes Halley¹, March² et Monsieur Daniel Bernard, Président Directeur Général de la société. A la suite de la dénonciation du pacte d'actionnaires du 29 août 1999 par plusieurs de ses signataires, avec effet à sa date d'échéance initiale (le 29 août 2004), les actionnaires susmentionnés ont souhaité poursuivre l'action de concert existante autour du Groupe Halley et, à cet effet, établir un nouveau pacte s'inscrivant dans la continuité du pacte actuel et par lequel ils entendent renforcer la solidarité entre eux pour toute décision importante relative au développement de la société.

Il est au préalable rappelé que les actionnaires détiennent, au 25 juin 2004, un nombre d'actions et de droits de vote CARREFOUR tel qu'indiqué ci-dessous et que le nombre d'actions indiqué représente la totalité des actions détenues par les actionnaires à cette date :

	actions	% capital	droits de vote	% droits de vote
Groupe Halley	88 164 281	12,31	169 068 273	19,24
Groupe March	23 744 424	3,32	47 140 464	5,37
Daniel Bernard	1 230 724	0,17	2 192 146	0,25
Total	113 139 429	15,80	218 400 883	24,87

Les principales dispositions du présent accord ont trait :

- à la composition du conseil d'administration de Carrefour : sur 11 membres, 2 seront désignés parmi les candidats proposés par le Groupe Halley, 1 parmi les candidats proposés par le Groupe March, 2 parmi les candidats proposés par Monsieur Daniel Bernard parmi les dirigeants de la société et 5 parmi des personnalités extérieures indépendantes ;

¹ Le groupe Halley comprend des personnes physiques et des sociétés contrôlées par le groupe familial Halley.

² Le groupe March contrôlé par Monsieur Carlos March comprend les sociétés Inversiones Finalba SA, Inversiones Arta, Fondarte SA.

- à la mise en place d'un "secrétariat du pacte", assuré par la société Paroma, chargé d'organiser matériellement la concertation ou tout autre prise de décision collective des actionnaires nécessaire à la mise en œuvre des dispositions du pacte ;
- à la communication au secrétariat du pacte des évolutions des participations de chacun des membres du pacte ;
- à la concertation entre les signataires, à la demande de l'un d'entre eux, en vue d'adopter une position commune :
 - * Préalablement à une assemblée générale en vue d'établir une position commune. En cas d'impossibilité de dégager une position unanime des actionnaires, les décisions seront prises à une majorité de 80% des droits de vote détenus par les actionnaires présents ou représentés le jour où la concertation se tiendra. En l'absence d'une telle majorité de 80%, chaque actionnaire sera en droit d'exercer librement ses droits de vote.
 - * Dans l'hypothèse d'une offre publique. Les actionnaires pourront décider, à une majorité de 80% des droits de vote qu'ils détiennent au jour de la concertation, d'apporter ensemble leurs titres de capital à l'offre, ou de conserver l'intégralité de leurs titres de capital. A défaut d'accord sur un apport ou une conservation de leurs titres de capital, chacun des actionnaires sera libre de sa position à l'égard de l'offre. En cas d'offre concurrente ou de surenchère, une nouvelle concertation devra avoir lieu dans les mêmes conditions pour confirmer ou modifier l'attitude commune ou concertée préalablement arrêtée.
- au non franchissement du seuil du tiers du capital ou des droits de vote :
 - * les parties s'interdisent d'augmenter leur participation par quelque moyen que ce soit si cette augmentation a pour effet de les obliger à déposer une offre publique ;
 - * dans l'hypothèse où le franchissement du seuil d'offre publique résulterait de l'obtention de droits de vote double, il est convenu, afin de maintenir l'égalité entre actionnaires, que ceux-ci convertissent aux porteurs le nombre de titres nécessaire au prorata de leur participation. L'actionnaire qui ne respecterait pas ces engagements sera de plein droit exclu du pacte ;

Le pacte prendra effet au 30 août 2004 et est conclu pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur. Il se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des périodes successives d'une année chacune, à défaut de dénonciation faite par l'un des actionnaires et notifiée au secrétariat au moins six mois avant l'expiration de chacune des échéances du pacte.

Après concertation et décision à la majorité des trois quarts des droits de vote détenus par les autres actionnaires signataires de l'accord, l'actionnaire qui viendrait à détenir moins de 90% des actions détenues initialement avant le premier anniversaire du pacte, moins de 80% de cette participation avant le second anniversaire du pacte ou moins de 70% de cette participation avant le troisième anniversaire du pacte pourrait être considéré par les autres actionnaires comme ayant cessé d'être membre du pacte qui serait alors caduc à son égard.

TRADUCCION¹

204C0842
FR0000120172-PA29

2 de julio de 2004

Publicación de las cláusulas de un acuerdo entre accionistas (artículo L.233-7 del Código de Comercio)

CARREFOUR (Primer mercado)

En la carta de fecha 29 de junio de 2003, recibida el 30 de junio, en aplicación de las disposiciones del artículo L.233-11 del Código de Comercio, la Autoridad de los Mercados Financieros (L'Autorité des Marchés Financiers) ha recibido un pacto de accionistas, constitutivo de una acción de concierto, establecida entre los grupos Halley¹, March², y D. Daniel Bernard, Presidente Director General de la sociedad. Como consecuencia de la denuncia del pacto de accionistas del 29 de agosto de 1999 por varios de sus firmantes, con efecto de su fecha de vencimiento inicial (29 de agosto de 2004), los accionistas antes mencionados han querido continuar la acción de concierto existente con el Grupo Halley y, a este efecto, establecer un nuevo pacto que se inscriba en la continuidad del pacto actual y por el cual entienden se refuerza la solidaridad entre ellos para cualquier decisión importante relativa al desarrollo de la sociedad.

Debe recordarse previamente que los accionistas poseen, a 25 de junio de 2004, el número de acciones y de derechos de voto en CARREFOUR indicado a continuación y que el número de acciones indicado representa la totalidad de las acciones poseídas por los accionistas a esta fecha:

	acciones	% capital	derechos de voto	% derechos de voto
Grupo Halley	88.164.281	12,31	169.068.273	19,24
Grupo March	23.744.424	3,32	47.140.464	5,37
Daniel Bernard	1.230.724	0,17	2.192.146	0,25
Total	113.139.429	15,80	218.400.883	24,87

Las principales disposiciones del presente acuerdo tratan de:

- La composición del Consejo de Administración de Carrefour: sobre 11 miembros, se designarán 2 entre los candidatos propuestos por el Grupo Halley, 1 entre los candidatos propuestos por el Grupo March, 2 entre los candidatos propuestos por D. Daniel Bernard entre los directivos de la sociedad y 5 entre personalidades externas independientes;
- la designación de un "Secretariado del Pacto", asegurado por la sociedad Paroma, encargado de organizar materialmente la concertación o cualquier otra toma de

¹ Traducción no oficial.

decisión colectiva de los accionistas necesaria para la puesta en marcha de las disposiciones del pacto;

- La comunicación al Secretariado del Pacto de las evoluciones de las participaciones de cada uno de los miembros del Pacto;
- La concertación entre los firmantes, a petición de uno de ellos, con objeto de adoptar una posición común:
 - √ Previamente a una Junta General con objeto de establecer una posición común. En caso de imposibilidad de alcanzar una posición unánime entre los accionistas, las decisiones se tomarán por mayoría del 80% de los derechos de voto poseídos por los accionistas presentes o representados el día que se celebre el acuerdo. En ausencia de tal mayoría del 80%, cada accionista tendrá derecho a ejercer libremente sus derechos de voto.
 - √ En la hipótesis de una oferta pública. Los accionistas podrán decidir, por mayoría del 80% de los derechos de voto que detenten el día del acuerdo, presentar conjuntamente sus títulos de capital a la oferta, o conservar la totalidad de sus títulos de capital. A falta de acuerdo sobre la presentación o la conservación de sus títulos de capital, cada uno de los accionistas será libre de su posición con respecto a la oferta. En caso de oferta competidora o de sobrepuja, deberá celebrarse un nuevo acuerdo en las mismas condiciones para confirmar o modificar la actitud común o concertada previamente fijada.
- en caso de no sobrepasar el umbral de un tercio del capital o de los derechos de voto:
 - √ las partes se prohíben aumentar sus participaciones por cualquier medio si este aumento tiene por efecto obligarles a presentar una oferta pública;
 - √ en la hipótesis de que se sobrepasara el umbral de oferta pública como consecuencia de la obtención de derechos de doble voto, se acuerda, a fin de mantener la igualdad entre accionistas, que éstos conviertan al portador el número de títulos necesario a prorrata de su participación. El accionistas que no respete estos compromisos será excluido de pleno derecho del Pacto;

El pacto tendrá efecto el 30 de agosto de 2004 y se ha establecido con una duración de 3 años a contar desde su entrada en vigor. A continuación se renovará por tácita reconducción por periodos sucesivos de un año cada uno, a falta de denuncia hecha por alguno de los accionistas y notificada al Secretariado al menos seis meses antes de finalizar cada uno de los vencimientos del Pacto.

Tras el acuerdo y decisión por mayoría de tres cuartos de los derechos de voto poseídos por los otros accionistas firmantes del acuerdo, el accionista que llegase a poseer menos del 90% de las acciones iniciales antes del primer aniversario del Pacto, menos del 80% de esta participación antes del segundo aniversario del pacto o menos del 70% de esta participación antes del tercer aniversario del pacto, podría ser considerado por los demás accionistas como cesado en calidad de miembro del Pacto que sería entonces cancelado con respecto a él.